

Bruxelles, le 5 juin 2020
(OR. en)

7172/20

PUBLIC 17
INF 54

NOTE

Objet: RELEVÉ MENSUEL DES ACTES DU CONSEIL - FÉVRIER 2020

Le présent document dresse la liste des actes¹ adoptés par le Conseil en février 2020^{2 3}.

Il contient des informations sur l'adoption d'actes législatifs et non législatifs, notamment:

- la date d'adoption,
- la session pertinente du Conseil,
- la cote du document adopté,
- la référence au Journal officiel,
- la référence au procès-verbal de la session du Conseil lors de laquelle l'acte a été adopté.

¹ Pour faciliter la lecture, les "titres courts" utilisés dans les ordres du jour du Conseil sont également mentionnés (en italique).

² À l'exception de certains actes de portée limitée tels que les décisions de procédure, les nominations, les décisions budgétaires ponctuelles, etc.

³ En ce qui concerne les actes législatifs adoptés dans le cadre de la procédure législative ordinaire, il est possible que la date de la session du Conseil au cours de laquelle l'acte a été adopté diffère de la date effective de l'acte en question, étant donné que les actes législatifs relevant de la procédure législative ordinaire ne sont considérés comme adoptés qu'après leur signature par le président du Conseil et le président du Parlement européen, ainsi que par les secrétaires généraux respectifs des deux institutions.

Le présent document est également disponible à l'adresse suivante:

[Relevé mensuel des actes du Conseil \(actes\) - Consilium](#)

Les documents mentionnés dans le relevé figurent dans le registre public des documents du Conseil à l'adresse suivante: [Documents et publications - Consilium](#)

S'ils ne sont pas directement disponibles, une demande d'accès à des documents peut être introduite à l'adresse suivante:

<https://www.consilium.europa.eu/fr/documents-publications/public-register/request-document/>

Il est à noter que le présent document est publié uniquement à des fins d'information - seuls les procès-verbaux du Conseil font foi. Ils sont disponibles sur le site web du Conseil à l'adresse suivante: [Procès-verbaux du Conseil - Consilium](#)

INFORMATIONS CONCERNANT LES ACTES ADOPTÉS PAR LE CONSEIL EN FÉVRIER 2020	
Procédure écrite achevée le 6 février 2020	CM 1426/20
<i>Mesures restrictives à l'encontre de la Somalie - transposition de la résolution 2498 (2019) du CSNU</i> Décision (PESC) 2020/170 du Conseil du 6 février 2020 modifiant la décision 2010/231/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Somalie JO L 36 du 7.2.2020, p. 5	13666/19
<i>Règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 147/2003 concernant certaines mesures restrictives à l'égard de la Somalie</i> Règlement (UE) 2020/169 du Conseil du 6 février 2020 modifiant le règlement (CE) n° 147/2003 concernant certaines mesures restrictives à l'égard de la Somalie JO L 36 du 7.2.2020, p. 1	13668/19
<i>Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations avec la République centrafricaine en vue de la conclusion d'un accord sur le statut de la mission de conseil PSDC de l'Union européenne en République centrafricaine (EUAM RCA)</i> Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations avec la République centrafricaine en vue de la conclusion d'un accord sur le statut de la mission de conseil PSDC de l'Union européenne en République centrafricaine (EUAM RCA)	5395/20
Procédure écrite achevée le 12 février 2020	CM 1489/20
<i>Décision d'exécution du Conseil mettant en œuvre la décision 2010/788/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo</i> Décision d'exécution (PESC) 2020/190 du Conseil du 12 février 2020 mettant en œuvre la décision 2010/788/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo JO L 40I du 13.2.2020, p. 3	5883/20 + ADD 1

<i>Règlement d'exécution du Conseil mettant en œuvre l'article 9 du règlement (CE) n° 1183/2005 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre des personnes agissant en violation de l'embargo sur les armes imposé à la République démocratique du Congo</i> Règlement d'exécution (UE) 2020/189 du Conseil du 12 février 2020 mettant en œuvre l'article 9 du règlement (CE) n° 1183/2005 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre des personnes agissant en violation de l'embargo sur les armes imposé à la République démocratique du Congo JO L 40I du 13.2.2020, p. 1	5884/20 + ADD 1
Procédure écrite achevée le 14 février 2020	CM 1539/20
<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, lors de la treizième session de la conférence des parties à la convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage en ce qui concerne les propositions de plusieurs parties de modifier les annexes de ladite convention et sur le retrait d'une réserve notifiée à ladite convention</i> Décision (UE) 2020/243 du Conseil du 13 février 2020 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, lors de la treizième session de la conférence des parties à la convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage en ce qui concerne les propositions de plusieurs parties de modifier les annexes de ladite convention et sur le retrait d'une réserve notifiée à ladite convention JO L 53 du 25.2.2020, p. 1	5702/20
3747^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires étrangères), tenue à Bruxelles le 17 février 2020 (procès-verbal: 6184/20)	
ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT
<i>Soudan du Sud - Mesures restrictives - Réexamen</i> Avis à l'attention de la personne faisant l'objet des mesures restrictives prévues par la décision (PESC) 2015/740 du Conseil et par le règlement (UE) 2015/735 du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Soudan du Sud (2020/C 55/01) JO C 55 du 18.2.2020, p. 1	5718/20

<i>Décision du Conseil relative à l'adhésion des Îles Salomon à l'accord de partenariat intérimaire entre l'UE et les États du Pacifique</i> Décision (UE) 2020/409 du Conseil du 17 février 2020 relative à l'adhésion des Îles Salomon à l'accord de partenariat intérimaire entre la Communauté européenne, d'une part, et les États du Pacifique, d'autre part JO L 85 du 20.3.2020, p. 1	9405/19 + ADD 1
<i>Décision du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Biélorussie - réexamen</i> Décision (PESC) 2020/214 du Conseil du 17 février 2020 modifiant la décision 2012/642/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Biélorussie JO L 45 du 18.2.2020, p. 3	5482/20
<i>Décision et règlement du Conseil concernant certaines mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe - réexamen</i> Décision (PESC) 2020/215 du Conseil du 17 février 2020 modifiant la décision 2011/101/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe JO L 45 du 18.2.2020, p. 4	5516/20
Règlement (UE) 2020/213 du Conseil du 17 février 2020 modifiant le règlement (CE) n° 314/2004 concernant certaines mesures restrictives à l'égard du Zimbabwe JO L 45 du 18.2.2020, p. 1	5517/20
<i>Décision et règlement d'exécution du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Syrie - nouvelles inscriptions sur la liste</i> Décision d'exécution (PESC) 2020/212 du Conseil du 17 février 2020 mettant en œuvre la décision 2013/255/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Syrie JO L 43I du 17.2.2020, p. 6	5863/20
Règlement d'exécution (UE) 2020/211 du Conseil du 17 février 2020 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 36/2012 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Syrie JO L 43I du 17.2.2020, p. 1	5864/20

<i>Décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole entre l'Union européenne, l'Islande et la Norvège portant sur leur participation à Eurodac à des fins répressives</i> Décision (UE) 2020/276 du Conseil du 17 février 2020 relative à la conclusion du protocole entre l'Union européenne, l'Islande et le Royaume de Norvège à l'accord entre la Communauté européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège relatif aux critères et aux mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un État membre, en Islande ou en Norvège, concernant l'accès à Eurodac à des fins répressives JO L 64 du 3.3.2020, p. 1	15791/1/18
Protocole entre l'Union européenne, l'Islande et le Royaume de Norvège à l'accord entre la Communauté européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège relatif aux critères et aux mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un État membre, en Islande ou en Norvège, concernant l'accès à Eurodac à des fins répressives JO L 64 du 3.3.2020, p. 3	15792/18
<i>Accès du public aux documents - Demande confirmative n° 40/c/01/19</i>	15312/19
<i>Accès du public aux documents - Demande confirmative n° 01/c/01/20</i>	5070/1/20 REV 1
<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'UE, lors de la soixante-troisième session de la Commission des stupéfiants, en ce qui concerne l'inscription de nouvelles substances psychoactives</i> Décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, lors de la soixante-troisième session de la Commission des stupéfiants, en ce qui concerne l'inscription de douze substances psychoactives aux tableaux annexés à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, modifiée par le protocole de 1972, et à la Convention sur les substances psychotropes de 1971	5574/20

<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'UE, lors de la soixante-troisième session de la Commission des stupéfiants, en ce qui concerne l'inscription internationale du cannabis</i> Décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, lors de la soixante-troisième session de la Commission des stupéfiants, en ce qui concerne l'inscription du cannabis et des substances apparentées aux tableaux annexés à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, modifiée par le protocole de 1972, et à la Convention sur les substances psychotropes de 1971	5575/20
<i>Décisions du Conseil sur la position à prendre au nom de l'UE concernant les règlements intérieurs du conseil de partenariat UE-Arménie et d'autres organes institués par l'accord de partenariat global et renforcé</i> Décision (UE) 2020/246 du Conseil du 17 février 2020 sur la position à prendre au nom de l'Union européenne au sein du conseil de partenariat institué par l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, concernant l'adoption des règlements intérieurs du conseil de partenariat, du comité de partenariat, des sous-comités et d'autres organes institués par le conseil de partenariat, et l'établissement de la liste des sous-comités, pour l'application du titre II dudit accord JO L 52 du 25.2.2020, p. 5	15193/19
Décision (UE) 2020/245 du Conseil du 17 février 2020 sur la position à prendre au nom de l'Union européenne au sein du conseil de partenariat institué par l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, concernant l'adoption des règlements intérieurs du conseil de partenariat, du comité de partenariat, des sous-comités et d'autres organes institués par le conseil de partenariat, et l'établissement de la liste des sous-comités, pour l'application dudit accord à l'exception de son titre II JO L 52 du 25.2.2020, p. 3	15192/19
<i>Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord avec la Chine sur certains aspects des services aériens</i> Décision (UE) 2020/255 du Conseil du 17 février 2020 relative à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord entre l'Union européenne et le gouvernement de la République populaire de Chine sur certains aspects des services aériens JO L 55 du 26.2.2020, p. 1	11033/1/19 REV 1

3749^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires économiques et financières), tenue à Bruxelles le 18 février 2020

(procès-verbal: 6186/20)

ACTES LÉGISLATIFS**ACTE****DOCUMENT***Transmission et échange de données sur les paiements concernant la TVA*

Directive (UE) 2020/284 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement

[JO L 62 du 2.3.2020, p. 7](#)

14127/19

Transmission et échange de données sur les paiements concernant la TVA

Règlement (UE) 2020/283 du Conseil du 18 février 2020 modifiant le règlement (UE) n° 904/2010 en ce qui concerne des mesures de renforcement de la coopération administrative afin de lutter contre la fraude à la TVA

[JO L 62 du 2.3.2020, p. 1](#)

14128/19

Modifications de la directive relative au système commun de TVA et du règlement concernant la coopération administrative et la lutte contre la fraude dans le domaine de la TVA ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises

Directive (UE) 2020/285 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises et le règlement (UE) n° 904/2010 en ce qui concerne la coopération administrative et l'échange d'informations aux fins du contrôle de l'application correcte du régime particulier des petites entreprises

[JO L 62 du 2.3.2020, p. 13](#)

14527/19

ACTES NON LÉGISLATIFS

ACTE

<i>Accord UE-Japon sur les données PNR</i> <i>décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations</i> Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations avec le Japon en vue d'un accord entre l'Union européenne et le Japon sur le transfert et l'utilisation de données des dossiers passagers (PNR) afin de prévenir et de combattre le terrorisme et les formes graves de criminalité transnationale	5378/20 + ADD 1
<i>Règlement modifiant le règlement (UE) 2018/1977 du Conseil concernant les contingents tarifaires autonomes pour certains produits de la pêche pour la période 2019-2020</i> Règlement (UE) 2020/231 du Conseil du 18 février 2020 modifiant le règlement (UE) 2018/1977 portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires autonomes de l'Union pour certains produits de la pêche pour la période 2019-2020 JO L 47I du 20.2.2020, p. 1	5380/20
<i>Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations sur la modification des protocoles à l'accord Interbus en ce qui concerne la possible adhésion du Royaume du Maroc et les services réguliers</i> Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations en vue de modifier le protocole à l'accord relatif au transport international occasionnel de voyageurs par autocar ou par autobus (accord Interbus) en ce qui concerne le transport international régulier et régulier spécial de voyageurs par autocar ou par autobus, ainsi que du protocole modifiant l'accord relatif au transport international occasionnel de voyageurs par autocar ou par autobus (accord Interbus) en vue d'étendre la possibilité d'adhésion au Royaume du Maroc	5587/20 + ADD 1

3750^e session du Conseil de l'Union européenne (Éducation, jeunesse, culture et sport), tenue à Bruxelles le 20 février 2020
(procès-verbal: 6189/20)

ACTES NON LÉGISLATIFS

ACTE

DOCUMENT

Règlement relatif à la répartition des possibilités de pêche au titre du protocole relatif à la mise en œuvre de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche avec les Seychelles

5245/20

Règlement (UE) 2020/271 du Conseil du 20 février 2020 relatif à la répartition des possibilités de pêche au titre du protocole de mise en œuvre de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'Union européenne et la République des Seychelles (2020-2026)

[JO L 60 du 28.2.2020, p. 1](#)

Décision du Conseil relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche avec les Seychelles et de son protocole de mise en œuvre

5242/20

Décision (UE) 2020/272 du Conseil du 20 février 2020 relative à la signature, au nom de l'Union européenne, et à l'application provisoire de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'Union européenne et la République des Seychelles et de son protocole de mise en œuvre (2020-2026)

[JO L 60 du 28.2.2020, p. 3](#)

<i>Décision du Conseil approuvant la conclusion, par la Commission, de l'accord de coopération Euratom-Inde en matière de recherche et de développement dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire</i> Décision du Conseil approuvant la conclusion, par la Commission européenne, de l'accord de coopération entre la Communauté européenne de l'énergie atomique et le gouvernement de la République de l'Inde en matière de recherche et de développement dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire	5647/20
<i>Annexe à la décision du Conseil approuvant la conclusion, par la Commission, de l'accord de coopération Euratom-Inde en matière de recherche et de développement dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire</i> Accord de coopération entre la Communauté européenne de l'énergie atomique et le gouvernement de la République de l'Inde en matière de recherche et de développement dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire	5648/20
<i>Décision du Conseil relative à la position de l'UE au sein du comité d'association UE-Maroc en ce qui concerne l'échange d'informations</i> Décision (UE) 2020/462 du Conseil du 20 février 2020 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du comité d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, concernant l'échange d'informations en vue d'évaluer l'impact de l'accord sous forme d'échange de lettres modifiant ledit accord JO L 99 du 31.3.2020, p. 13	5588/20
<i>Recommandation dans le cadre de l'évaluation de Schengen - France (frontière extérieure aérienne)</i> Décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de 2019 de l'application, par la France, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la gestion des frontières aériennes extérieures (Points de passage frontaliers de l'aéroport de Paris-Orly et de l'aéroport de Nice)	6194/20

<i>Recommandation dans le cadre de l'évaluation de Schengen - République tchèque (coopération policière)</i> Décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de 2019 de l'application, par la République tchèque, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la coopération policière	6195/20
<i>Recommandation dans le cadre de l'évaluation de Schengen - République tchèque (SIS)</i> Décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de 2019 de l'application, par la République tchèque, de l'acquis de Schengen dans le domaine du système d'information Schengen	6196/20
<i>Décision du Conseil relative à la position de l'UE au sein du comité d'association UE-Maroc en ce qui concerne l'échange d'informations</i> Décision (UE) 2020/462 du Conseil du 20 février 2020 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du comité d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, concernant l'échange d'informations en vue d'évaluer l'impact de l'accord sous forme d'échange de lettres modifiant ledit accord JO L 99 du 31.3.2020, p. 13	5588/20

3752^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires générales), tenue à Bruxelles le 25 février 2020 (procès-verbal: 6316/20)	
ACTES LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT
<i>Règlement sur l'étiquetage des pneumatiques</i> - Adoption de la position du Conseil en première lecture et de l'exposé des motifs du Conseil Position (UE) n° 1/2020 du Conseil en première lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'étiquetage des pneumatiques en relation avec l'efficacité en carburant et d'autres paramètres, modifiant le règlement (UE) 2017/1369 et abrogeant le règlement (CE) n° 1222/2009 Adopté par le Conseil le 25 février 2020 JO C 105 du 31.3.2020, p. 1	14649/2/19 REV 2+REV 2 ADD 1
ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT
<i>Décision du Conseil prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel</i> Décision (PESC) 2020/253 du Conseil du 25 février 2020 modifiant la décision (PESC) 2018/906 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel JO L 54I du 26.2.2020, p. 9	5913/20
<i>Décision du Conseil prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne au Kosovo</i> Décision (PESC) 2020/249 du Conseil du 25 février 2020 modifiant la décision (PESC) 2018/903 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne au Kosovo (Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo) JO L 54I du 26.2.2020, p. 1	5903/20
<i>Décision du Conseil prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la Corne de l'Afrique</i> Décision (PESC) 2020/251 du Conseil du 25 février 2020 modifiant la décision (PESC) 2018/905 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la Corne de l'Afrique JO L 54I du 26.2.2020, p. 5	5908/20

<i>Décision du Conseil prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale</i> Décision (PESC) 2020/252 du Conseil du 25 février 2020 modifiant la décision (PESC) 2018/904 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale JO L 54I du 26.2.2020, p. 7	5911/20
<i>Décision du Conseil prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Proche-Orient</i> Décision (PESC) 2020/250 du Conseil du 25 février 2020 modifiant la décision (PESC) 2018/1248 portant nomination du représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Proche-Orient JO L 54I du 26.2.2020, p. 3	5905/20
<i>Décision du Conseil prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie</i> Décision (PESC) 2020/254 du Conseil du 25 février 2020 modifiant la décision (PESC) 2018/907 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie JO L 54I du 26.2.2020, p. 11	5958/20
<i>Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat avec le Royaume-Uni</i> Décision (UE, EURATOM) 2020/266 du Conseil du 25 février 2020 autorisant l'ouverture de négociations avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'un nouvel accord de partenariat JO L 58 du 27.2.2020, p. 53	5870/20 + ADD 1 REV 3

3753^e session du Conseil de l'Union européenne (Compétitivité (marché intérieur, industrie, recherche et espace)), tenue à Bruxelles les 27 et 28 février 2020 (procès-verbal: 6494/20)

ACTES NON LÉGISLATIFS

ACTE

DOCUMENT

Décision du Conseil relative à la position de l'UE sur la CEE- ONU (mars 2020)

Décision (UE) 2020/287 du Conseil du 27 février 2020 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein des comités compétents de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies, sur les propositions de modifications des règlements de l'ONU n^{os} 10, 26, 28, 46, 48, 51, 55, 58, 59, 62, 79, 90, 106, 107, 110, 117, 121, 122, 128, 144, 148, 149, 150, 151 et 152, sur les propositions de modifications des règlements techniques mondiaux n^{os} 3, 6 et 16, sur la proposition d'amendements à la résolution d'ensemble R.E.5 et sur les propositions d'autorisations d'élaborer un amendement au RTM n^o 6 et d'élaborer un nouveau RTM concernant la détermination de la puissance des véhicules électriques

[JO L 62 du 2.3.2020, p. 26](#)

5804/20

Décision du Conseil relative à la position de l'UE au sein du Conseil de l'OACI, en ce qui concerne les modifications apportées aux annexes de la convention de Chicago

Décision (UE) 2020/372 du Conseil du 27 février 2020 relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne au sein du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale en ce qui concerne l'adoption d'amendements aux annexes 1, 3, 4, 6, 10, 11, 13, 14, 15, 16 et 18 de la Convention relative à l'aviation civile internationale

[JO L 71 du 6.3.2020, p. 8](#)

6001/20

Décision du Conseil relative à la position de l'UE sur les stupéfiants

Décision (UE) 2020/286 du Conseil du 27 février 2020 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, lors de la soixante-troisième session de la Commission des stupéfiants en ce qui concerne l'ajout d'une substance à la liste de substances du tableau I de la convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes

[JO L 62 du 2.3.2020, p. 24](#)

5661/20

<i>Décision et règlement d'exécution du Conseil concernant des mesures restrictives en raison des activités de forage non autorisées menées par la Turquie en Méditerranée orientale</i> Décision (PESC) 2020/275 du Conseil du 27 février 2020 modifiant la décision (PESC) 2019/1894 concernant des mesures restrictives en raison des activités de forage non autorisées menées par la Turquie en Méditerranée orientale JO L 56I du 27.2.2020, p. 5	6017/20
Règlement d'exécution (UE) 2020/274 du Conseil du 27 février 2020 mettant en œuvre le règlement (UE) 2019/1890 concernant des mesures restrictives en raison des activités de forage non autorisées menées par la Turquie en Méditerranée orientale JO L 56I du 27.2.2020, p. 1	6018/20